



HAL
open science

La problématique de la constitution d'épargne par les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne Kpandroma

Basani Ngabu

► To cite this version:

Basani Ngabu. La problématique de la constitution d'épargne par les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne Kpandroma. Cahiers de sociologie économique et culturelle, 2022. hal-03608004

HAL Id: hal-03608004

<https://hal.science/hal-03608004>

Submitted on 14 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

TITRE : La problématique de la constitution d'épargne par les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne Kpandroma.

Par ^{1,2}NGABU BASANI Augustin

¹ Assistant de recherche à l'Université de Monts Bleus, ²Economiste publique.

RESUME

Dans l'histoire économique de la RDC, après le Gouvernement de la 2^e République jusqu'à nos jours, l'aperçue générale sur la gestion de ressources humaines œuvrant dans certains principaux facteurs tel que l'éducation, facteur clé pour le développement d'un pays, semble diminuée progressivement sa valeur.

En période de Zaïre Monnaie, un ancien enseignant recevait 5 Z équivalant à 5000FB, localement convertis à 5 vaches et un nouveau enseignant gagnait 3,7 Z soit 3700FB(Francs Belge) ou l'équivalent de 3,7 vaches, alors qu'à la période de Nouveau Zaïre, un chef de Direction gagnait 340 NZ avec la parité monétaire de 1 NZ à 2\$ soit 680\$ et l'enseignant exécutant gagnait 120 NZ soit 240\$ or aujourd'hui tous les enseignants gagnent près de 195.000FC comme salaire de base, affectés de la mauvaise monnaie et de la fluctuation de taux de dollars variant de 2000FC à 2050FC pour un dollar, ce qui donne environs 95.5\$ ou 95.12\$ payable dans un délai aussi très irrégulier.

Force est donc de constater, que les enseignants sont promptement et assurément accompagnés vers un régime de non épargne et de non investissement, et nullement leur condition de vie ne peut être améliorée moins encore ils ne peuvent contribuer à l'émergence de l'économie locale si rien n'est fait aussitôt pour leurs causes par le pouvoir central.

Toutefois, certains conservent quand même une petite partie de leur revenu sous forme d'épargne pour payer les frais de scolarisation des enfants, frais de soins médicaux, imprévus..., et d'autre partie sert pour des petits investissements dans l'agriculture et élevage et aux petits projets selon le principe Keynésien. Sinon, faute de la présence des agences bancaires dans la région, 42,8% de ces enseignants préfèrent conserver leurs épargnes dans l'opération de ristourne (tontine), 38,7% en constituent la thésaurisation et 6,1% préfèrent les placées dans les mutuelles de solidarité (AVEC), 4% les gardent en monnaie électronique (M-PESA) puis 8,1% préfère quand même la coopérative d'épargne et de crédit nouvellement implantée dans la région (CEMADEF).

I. OBJECTIF

Cet article se propose un double objectif, celui sur le plan général et d'autres sur le plan spécifiques : dans le cadre général, nous voulons nous imprégner de mode de gestion qu'adoptent les enseignants mécanisés du SECOPE, « service de contrôle de paie des enseignants » antenne Kpandroma au revenu disponible reçu de l'Etat chaque mois pour garantir leurs consommations futures et de manière spécifique, il sied de connaître comment ces derniers affectent leurs revenus à la consommation quotidienne, procèdent à la constitution de l'épargne, et surmontent les difficultés liées à cette pratique.

II. CHOIX ET INTÉRÊT DU SUJET

Le choix et intérêt de ce thème (LODZA KPAGBOMA P. 2011-2012 :12) se justifie par le fait de comprendre comment l'homme qui est un complexe de besoins et vivant dans un environnement socioéconomique perplexe et à perpétuelle mutation, procède au préparatif de son lendemain à partir de son emploi d'aujourd'hui.

Entant que tel, cette œuvre servira d'outil de référence aux enseignants du SECOPE Antenne Kpandroma pour comprendre les défis économiques auxquels ils doivent déjà apporter des solutions maintenant et sur le plan scientifique, il est un guide pour les futurs chercheurs du domaine économique puisqu'il est mal indiqué de laisser en oubliette un comportement rationnel d'un agent économique et une si telle action de l'épargne, moteur de tout développement individuel, communautaire voire national.

III. INTRODUCTION

La RDC reste un pays aux potentialités immenses et très riches d'Afrique avec des incomparables ressources minières, forestières et humaines, dont l'économie présente malheureusement un paradoxe le plus frappant du continent noir et où les patriotes éprouvent une immense lamentation généralisée.

Face à des telles circonstances, (Keynes, J-M, 1942 : P.68) les ménages devraient choisir d'abord un niveau de consommation à partir de leurs revenus dont l'épargne étant une différence. Cette optique est loin d'être conforme à la réalité de beaucoup de ménages dans le pays du revenu des ménages pauvres, car bornés aux points rien que de satisfaire avec leurs revenus, les besoins physiologiques qui n'entraînent que les dépenses alimentaires, vestimentaires, sanitaires, éducationnels, sans atteindre un niveau important, tel qu'exprimé en pyramide de besoins selon la théorie de MASLOW (1908-1970).

De ce fait (HAGENA KAKUMBA, J., 2010), le revenu du ménage doit être généralement affecté à la consommation et à l'épargne, ainsi les ménages épargnent pour plusieurs causes parmi lesquelles on peut citer : l'épargne de précaution, constituer le capital en vue, fonds de démarrage des activités génératrices de revenu, constituent des ressources nécessaires en vue d'acquérir des biens durables ; et au niveau de l'économie, l'épargne permet de financer l'investissement et assurer le maintien et la croissance du niveau de la production nationale.

Toutefois, les ménages pauvres et sans activités sont particulièrement vulnérables de cet acte car ils n'ont jamais des réserves d'économies. De plus, leur réseau social est généralement trop petit et moins pertinent que celui des populations aisées d'un milieu à l'autre, c'est pourquoi les produits d'épargne et de prêts spécialement connus pour les problèmes éventuels, aident les communautés pauvres et marginalisées même de bancarisation qui devrait faire face aux risques qui menacent leurs moyens de subsistance, sont extrêmement importants et nécessaires, ainsi l'épargne est une obligation dans le but de minimiser les risques.

Voilà autant des préoccupations qui nous poussent aujourd'hui à jeter le regard sur le comportement adopté par les enseignants mécanisés de SECOPE Antenne KPANDROMA au regard de la gestion des revenus qu'ils gagnent de l'État dans la perspective de planifier leur lendemain. D'où les questions d'orientation suivantes :

- a. Comment les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne KPANDROMA affectent-ils leurs revenus disponibles obtenus du gouvernement central sous forme de salaire à la consommation quotidienne ?
- b. Ont-ils l'idée de conserver une partie de ce revenu pour garantir leurs lendemains ? Et où gardent-ils cet argent ?
- c. Éprouvent-ils des difficultés dans leurs consommations quotidiennes avec cette pratique du système d'épargne ? Et comment s'en sortissent-ils ?

IV. METHODOLOGIE

Pour la réalisation de cet article, nous nous sommes servis de la méthode inductive, c'est un raisonnement par lequel on part d'un fait, pour extrapoler sa conclusion sur un ensemble. De ce fait, nous nous contactons des cas individuels des enseignants mécanisés du SECOPE antenne KPANDROMA en vue de comprendre leur mode d'affectation de revenu et la politique de la constitution d'épargne pour l'amélioration de leur avenir duquel dépendra l'avenir de l'économie locale. La collecte des données a été facilitée par la technique d'admission des questionnaires écrits aux enquêtés qu'ils ont répondu librement et à laquelle nous avons ajouté la technique documentaire en vue de consulter certains documents de base sur les aspects socioéconomiques suivis de la lecture des différentes théories apprises à l'université.

V. PRECISION CONCEPTUELLE DE L'EPARGNE

A. VUE D'ENSEMBLE SUR LA NOTION D'EPARGNE

L'épargne est la part de revenu personnel disponible conservé auprès d'institutions du système financier pour l'utilisation quelconque dans l'avenir. (Bourguignon, F., 2009 :106) les principales épargnes proviennent des agents économiques, notamment des ménages, des entreprises tant publiques que privées, l'État, ... Quant aux raisons d'épargne, celle-ci s'effectue soit avec l'intention de s'enrichir, d'accumuler des ressources en prévision d'une grosse dépense, de se couvrir contre les risques d'existence pour se prémunir contre les contraintes sociales éventuelles et de se préparer pour un projet d'autofinancement, etc

L'argent épargné est employé sous forme de l'épargne liquide (qui reste disponible c-à-d, la thésaurisation), le placement (dans des comptes actions, titres, voir aussi les comptes bancaires ou la trésorerie) et épargne d'investissement (dans des moyens de production, immobilier), etc

CAPUL, Y. (2008 :35) dit que dans la comptabilité nationale, l'épargne des ménages correspond à la part des revenus qui ne sont pas destinés à la consommation. En effet l'épargne brute des ménages correspond à trois éléments :

- ⇒ L'épargne des entrepreneurs individuels mesurés par les investissements, FBC (formation brute des capitaux fixes) qu'ils réalisent.
- ⇒ Les achats des biens mobiliers font aussi partie des immobiliers, on parle de l'épargne contractuelle de l'actif du bilan.
- ⇒ L'épargne financière des ménages, appelée capacité de financement des ménages.

Pour la plupart de personnes, l'épargne consiste à mettre l'argent de côté et cela s'arrête ici. En réalité, il existe différents types d'épargnes et c'est seulement à partir du moment où l'on a réussi à qualifier que l'on arrive à mieux appréhender les placements approfondis. A ce sens on peut dégager trois types d'épargne : épargne de précaution, épargne de projet et épargne de retraite.

1) L'épargne de précaution

L'épargne de précaution peut être décrite ainsi, il s'agit d'un montant mis à côté en cas des coups durs des passages délicats dans sa vie (perte d'emploi, maladie, sinistre touchant la voiture ou maison domicile en général). Elle a pour d'autre avantage particulier de répondre à une dépense de type imprévu une fois que cette épargne de précaution est constituée, il est alors temps de penser à l'épargne de retraite car elle pourra palier à de situation que nous ne pouvons pas imaginer.

2) L'épargne de projet

Cette épargne va servir pour constituer un capital afin de réaliser par la suite les futurs projets. A titre d'exemple, l'achat d'une moto neuve, rénovation de votre logement, achat d'un bien immobilier (parcelle, terrain pour la culture de café, pour reboisement,)

3) L'épargne de retraite

Elle est la plus difficile à mettre en place à nos sens. C'est pourquoi, elle est destinée comme son nom l'indique, à nous apporter une source de revenu complémentaire lorsque nous serons en retraite ; et dans cette même optique, l'État doit favoriser l'épargne dans un pays pour le développement. De ce fait, CLERK, J. (2011 :49) stipule double importance de l'épargne, c'est-à-dire elle est importante aux bénéficiaires et à l'institution pourvoyeuse de crédit, cela pour des raisons ci-après :

a) Lissage de revenu

Dans les zones rurales, les revenus sont souvent irréguliers cela vaut autant pour l'agriculture que pour les autres activités économiques. Si l'argent est épargné lorsqu'il est disponible, cela réduit les risques d'en manquer au moment crucial.

b) Dépôt sûr

Faute des banques locales ou d'organisations financières, beaucoup des ménages ne disposent pas d'endroits sûrs où déposer leurs argents en général, or, il n'est pas facile de résister à la tentation de dépenser l'argent gardé à la maison. C'est ce qui suscite les gens à pratiquer la thésaurisation.

c) Liquidité

Dans les zones rurales, nombreuses sont les personnes qui achètent des animaux, des bijoux ou d'autres biens quand ils dépendent de l'argent liquide ; ainsi s'ajoute sur cet aspect de liquidité, l'épargne peut présenter cependant quelques inconvénients. Il n'est pas toujours facile de vendre des biens au moment où l'on a besoin de l'argent liquide et la somme obtenue à la vente peut accéder à l'investissement et inférieure à la somme nécessaire.

d) Assurance

Les ménages seront plus à mesure d'éviter les dettes en période de crise ou des difficultés.

e) Provision financière

L'épargne peut être utilisée pour payer les frais d'événements occasionnels mais chers comme mariage, dédicace et les enterrements (que lever de deuil), elle peut servir au financement d'éducation des enfants.

f) Investissement

L'épargne devient une option obligatoire dans certaines institutions dans le but de minimiser les risques dont une institution de microfinance prête seulement aux personnes qui ne se sont constituées de l'épargne avant de s'emprunter.

Les institutions de microfinances et les banques utilisent cet argent déposé par les clients (les clients des institutions de microfinances peuvent être les fonctionnaires de l'état, les commerçants,) pour le financement des prêts plutôt que d'avoir en emprunter auprès d'une source, cela permet de réduire la dépendance vis-à-vis d'agence extérieures. Elles évaluent la solidarité d'un client en analysant son épargne, etc. On épargne donc pour prévoir d'emprunter, car cela facilite un prêt avec sa banque, c'est pour cela celui-ci a besoin de gage pour la crédibilité.

VI. CONSTITUTION DE L'ÉPARGNE

Un individu peut se constituer l'épargne non seulement au moyen d'un versement régulier encaissé ou en compte d'un montant quelconque, mais il peut aussi l'effectuer par le canal d'achat des biens meubles ou immeubles (achat de terrain, maison, véhicule,) cette façon d'épargner n'est toujours pas conseillé et pas prudente.

Donc l'épargne est un moyen d'autofinancement pour toute personne qui la pratique. Le plus important de ce principe est sans doute d'épargner régulièrement. L'expérience semble montrer que si un homme ne prend pas l'habitude de mettre à côté l'argent, il lui sera difficile, si ce n'est qu'impossible d'économiser quoi que ce soit. Par contre s'il acquiert l'habitude d'épargner régulièrement, il s'apercevra ses économies semblent augmenter rapidement qu'il ne l'avait pas escompté. Bien entendu régulière.

La régularité d'une épargne dépend du travail ou de l'activité qu'entretiennent les bénéficiaires. A cet effet, il y a des activités qui ne permettent pas d'épargner régulièrement pendant une saison donnée, c'est-à-dire après avoir moissonné procéder à la vente des produits qui ont atteint la maturité. La même façon d'épargner s'applique aussi aux artisans, aux cantonniers, néanmoins, les personnes qui font des petits commerces (PME) ont la facilité d'épargner par jour, semaine, même par mois dans leurs comptes d'épargne. Cette façon de faire également peut conduire à la constitution d'une somme plus ou moins suffisante à l'achat d'un bien ou de l'amélioration de ses activités.

Toutefois, on distingue l'épargne financière de l'épargne non financière. L'épargne financière c'est une épargne placée auprès d'une institution financière, celle-ci peut être une institution formelle (banque), informelle (tontines) ou institution semi-formelle (institution de microfinance).

L'épargne détenue dans le secteur financier ne représente généralement qu'une faible proportion des actifs des ménages. Les banques sont les principaux types d'établissements financiers du secteur formel engagées dans la mobilisation de l'épargne en Afrique. Elles peuvent mobiliser de dépôt en vue (disponibilité à tout moment des montants déposés) ou Dépôt à terme (dépôt à terme fixe ou dépôt à préavis).

B. ANALYSE THEORIQUE DE L'ÉPARGNE DES MENAGES

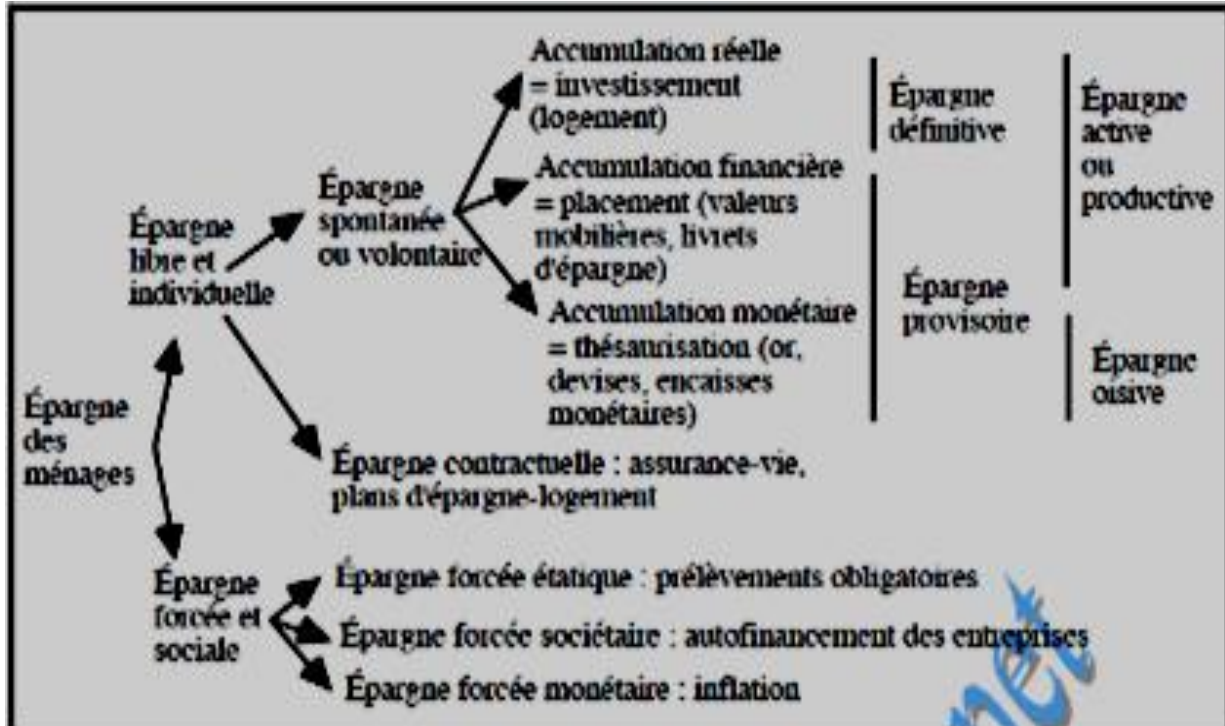
De prime à bord, retenons que l'épargne est un excédent du revenu sur la consommation préservé pour être consommé ou investie ultérieurement en vue d'un lissage des habitudes de consommation.

A. Épargne des ménages

L'épargne des ménages correspond à la part de leurs revenus qui n'est pas destinée à la consommation immédiate. Cette épargne peut être placée auprès d'une institution financière ou thésaurisée, c'est-à-dire conservée par l'épargnant et non réintroduite dans le circuit économique qui l'avait générée. C'est elle qui nous intéresse dans ce travail.

Globalement (Deaton, 1990 : 29), la structure de l'épargne des ménages dans les pays en développement a tendance à être irrégulière, avec de fréquents mouvements de balancier entre épargne et désépargne, et avec une préférence pour les instruments d'épargne très liquides et accessibles.

Schéma n°1 : Typologie des formes d'épargne des ménages



Source : [www.christian-biales.net/question sur l'épargne](http://www.christian-biales.net/question-sur-l'epargne) consulté le 25/05/2017

Ce schéma nous renseigne que l'épargne des ménages est ventilée en épargne libre et individuelle d'une part et l'épargne forcée et sociale d'autre part.

❖ Épargne libre et individuelle

Celle-ci est subdivisée en deux catégories qui sont l'épargne spontanée ou volontaire et l'épargne contractuelle.

A. Épargne spontanée ou volontaire

A.1. Épargne réelle

Les agents économiques détiennent des actifs réels pour se prémunir contre des aléas du futur. Les actifs détenus par les ménages sont entre autre les stocks des marchandises comme les céréales, les matériaux de construction ou le cheptel, qui sont acquis comme richesses et souvent achetés ou vendus afin de préserver les habitudes de consommation.

Le choix d'actifs non financiers comme instruments d'épargne dépend de divers facteurs. Certains actifs comme le cheptel, les bijoux, etc. ont une valeur symbolique ou servent d'indicateurs du statut et ou de la richesse. Le choix peut aussi résulter d'une décision de placement raisonnée dans un contexte combinant risque élevé, environnement financier incertain et difficulté d'accès aux instruments financiers adéquats (CNUCED 2007 : 18).

A.2. Épargne financière

L'épargne financière est une épargne placée auprès d'une institution financière. Celle-ci peut être une institution formelle (une banque par exemple), informelle (le cas des tontines ou gardes fonds) ou d'une institution semi-formelle (institution de microfinance). On retrouve également dans cette catégorie les actions et les obligations. L'existence de ces éléments permet

le bon fonctionnement du marché financier. Ce type d'épargne n'existe pas en RDC. L'incitation à épargner va permettre l'augmentation du taux d'épargne en RDC et par là le bon fonctionnement du marché financier.

A.3. Épargne thésaurisée

Dans le sens commun, la thésaurisation peut désigner une accumulation d'actifs accompagnée de leur retrait des circuits de l'économie. De manière spécifique, elle décrit une accumulation de la monnaie hors du système financier.

La thésaurisation peut se faire en monnaie nationale ou en devises. Il y a thésaurisation en devises si la monnaie nationale est instable. Ainsi, les agents économiques vont détenir des devises pour conserver leur pouvoir d'achat. Pour le cas de la RDC, les agents économiques utilisent le plus souvent le dollar américain pour conserver leur pouvoir d'achat. Ainsi, on parle de l'effet dollarisation parce que le dollar se substitue à la monnaie nationale. Ceci traduit la loi de « Gresham à rebours ». Lorsque la monnaie nationale est relativement stable, la thésaurisation se fait généralement en monnaie locale. La thésaurisation est stérile tandis que l'épargne est productive car celui qui épargne permet à d'autres d'investir.

Il y a plusieurs causes qui font que les agents économiques thésaurisent, parmi lesquelles on peut citer : la méfiance de certains agents économiques vis-à-vis des institutions financières, le manque d'informations des populations vis-à-vis des instruments d'épargne et les habitudes des agents économiques qui préfèrent garder l'argent chez eux au lieu de le placer auprès d'une institution financière.

B. Épargne contractuelle

Dans cette forme d'épargne se classent les assurances. Le système d'assurance permet aux ménages assurés de se sentir à l'abri de certains imprévus notamment en ce qui concerne l'assurance-maladie, l'assurance-vie, ... Il y a également le système de sécurité sociale pour ce qui concerne l'épargne retraite.

Signalons que, c'est à ce niveau que ces instruments ne sont pas très développés dans les ménages locaux. Le montant des indemnités de retraités est tellement insignifiant que les ménages ne se fient pas trop à cette forme d'épargne. Si une catégorie d'agents pratique cette forme d'épargne c'est parce qu'ils sont quelque peu forcés à payer d'autant que le retrait se fait à la source.

❖ Épargne forcée et sociale

C'est une forme d'épargne qu'on est obligé de conserver d'une manière obligatoire soit suite aux exigences des pouvoirs publics, soit suite à celles de l'organisation qu'on gère ou dont on participe à la gestion, soit encore aux exigences de l'économie (Kibalonza, B. 2006 : 36).

Elle prend les formes (www.leconomiepolitique.fr, consulté le 27/08/2018 à 19h38') d'épargne forcée étatique (impôts, taxes, ...) qui permet à l'État de financer ses propres besoins et ceux de l'économie ; épargne forcée sociétariale (autofinancement) qui est une épargne constituée par une organisation en vue de financer ses besoins d'investissement ou de rembourser ses dettes et épargne forcée monétaire qui désigne le fait que la hausse de prix (inflation) provoque forcément une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, donc réduit leur demande, exactement comme le ferait un comportement d'épargne.

❖ **Obstacles à l'épargne des ménages**

L'épargne est le fruit de long sacrifice dans la mesure où celui qui épargne décide de consommer moins aujourd'hui pourvu que son lendemain soit meilleur via le bien-être élevé qui en résulte. Plusieurs facteurs limitent le niveau d'épargne dans les pays en développement voir dans les ménages dont les principaux sont les suivants :

- Premièrement, la faiblesse du revenu qui constitue un goulot d'étranglement à l'épargne.
- Deuxièmement, l'imprévisibilité des revenus. Cette imprévisibilité pousse les épargnants à convertir les résultats de leurs épargnes en consommation très rapidement. Il s'avère alors très important que leurs épargnes soient protégées.
- Troisièmement, la consommation à crédit. Les ménages à faible revenu et par conséquent à faible épargne cherchent à lisser leurs consommations par l'emprunt. Dans un tel contexte, il est difficile de mobiliser l'épargne même si les instruments d'épargne sont attrayants.
- Quatrièmement, le déficit budgétaire. Un déficit budgétaire élevé détourne les agents économiques de l'objectif de l'épargne qui anticipent de futures hausses des impôts pour réduire et assurer le service de la dette. C'est ce que la littérature économique appelle « l'équivalence Rocardienne ». Dans un environnement où le déficit budgétaire est imposant, il en résulte un taux d'inflation élevé. Celle-ci augmente le coût de la vie et par conséquent réduit le taux d'intérêt réel. Dans un tel environnement, les agents économiques préfèrent investir dans l'immobilier ou détenir des actifs étrangers. Une telle politique est qualifiée de « répression financière », car les gens épargnent pour bénéficier des intérêts qui en résultent. Dans ces conditions, les banques qui tâchent de conserver l'épargne sont dans une situation de transporter de l'eau dans une passoire (Easterly, 2007).
- Enfin, un autre facteur qui limite l'épargne est le manque de confiance vis-à-vis du système financier. L'histoire nous renseigne par exemple que le système financier (Micro-crédit, la Banque du peuple et autres) a fait perdre aux épargnants des sommes considérables de leurs épargnes et malheureusement l'État congolais n'a ménagé aucun effort pour trouver des mécanismes qui puissent rétablir la confiance des agents vis-à-vis du marché. Ceci a comme conséquence le manque de confiance des agents vis-à-vis des banques, celle-ci se transmet à la manière des maladies par contagion (Akerlof et Shiller, 2009). Or, un système financier sain améliore les probabilités de réussites des innovations et contribue donc à l'accélération de la croissance économique via le rôle primordial d'intermédiation financière (Easterly, Op.cit. 2007).

❖ **Épargne des migrants**

En vue de s'assurer d'avoir un revenu à chaque période, lequel revenu lui permettra de lisser sa consommation, le ménage incite parfois les membres de sa famille à migrer vers les pays où le facteur travail est mieux rémunéré. En admettant l'hypothèse selon laquelle il y a absence d'obstacles à la mobilité du facteur travail, certains membres du ménage vont migrer et à partir de l'étranger vont commencer à opérer des transferts vers leurs pays d'origine.

1. Motifs de transferts

Lelart, M., (2006 : 37) distingue sept motifs présentés ci-dessous de transfert de revenu par les migrants.

- ⇒ Financement de la retraite : le ménage qui s'attend à vivre longtemps cherche à sécuriser son vieil âge. Dans les pays en développement comme la RDC, il existe peu d'alternatives

- en matière d'épargne pour le futur car les institutions font défaut. Les montants que les parents investissent dans les enfants constituent une source de revenu futur ;
- ⇒ Repaiement parental : ici, le transfert est considéré comme un prêt et non comme une épargne. On suppose que la rémunération des enfants est proportionnelle à l'emprunt qu'ils ont reçu des parents ou des membres de famille ;
 - ⇒ Risque et assurance : ici le transfert est conçu comme un mécanisme de gestion du risque ;
 - ⇒ Altruisme : cette hypothèse suppose que le chef de ménage altruiste alloue les ressources de manière à satisfaire les sommes pondérées des utilités des membres du ménage et va investir beaucoup dans l'éducation des enfants ;
 - ⇒ Transfert comme mode d'échange : cette hypothèse suppose que le transfert constitue un moyen de paiement du service rendu ;
 - ⇒ Pouvoir de marchandage intra-ménage : ceci suppose que le partenaire qui a le plus de pouvoir de marchandage contrôle la consommation du ménage ;
 - ⇒ La différence due aux genres : la question soulevée par cette hypothèse est de savoir s'il y a des différences de comportement de transfert selon le sexe des enfants.

2. Importance des transferts des migrants

Le FMI estime le montant global des envois de fonds effectués par les migrants en direction des pays en développement à plus de 105 milliards de dollars pour la seule année 1999. Ce chiffre est probablement très en deçà de la réalité puisqu'il ne tient pas compte des envois en nature et des transferts qui échappent aux circuits formels.

L'OCDE estime pour sa part que ces transferts représentent, en moyenne, 50 % des sommes reçues par les pays du Sud au titre de l'aide publique au développement. Pour certains pays, les transferts d'économies des travailleurs sont considérables (Penent, 2003). Il est clair qu'une bonne politique d'encadrement de l'épargne des migrants aura comme effet le développement économique et le bien-être collectif de la population du pays d'origine.

1.3.1. HYPOTHESES ET THEORIES SUR L'EPARGNE DES MENAGES

Dans les pages qui suivent, nous présentons quelques théories et hypothèses sur l'épargne des ménages.

1.3.1.1. Hypothèse du revenu absolu

De nombreux économistes considèrent qu'on peut appliquer de manière générale, le rapport simple entre épargne et revenu. Ils considéreraient que l'épargne des ménages dépend directement du revenu courant disponible. La propension à épargner une partie du revenu courant disponible augmente, estime-t-on avec les revenus. C'est l'hypothèse keynésienne sur le revenu. Les études ont montré que cette hypothèse ne reste valable qu'à court terme, car à long terme la consommation et l'épargne restent constantes. (Malcolm, 1990).

1.3.1.2. Hypothèse du revenu relatif

Cette hypothèse développée soutient que l'épargne et la consommation dépendent non seulement du revenu courant mais également du niveau antérieur de revenu et des habitudes de consommation passée. La croissance à long terme des revenus amène les consommateurs à adapter leurs dépenses à des niveaux de consommation supérieure.

Cette hypothèse a été utilisée pour expliquer le comportement en matière de consommation et d'épargne aux États-Unis. Ultérieurement, des chercheurs ont soutenu qu'elle peut également

s'appliquer aux pays en développement. Certains ont laissé entendre que le jeu d'un « effet de démonstration » entraîne une élévation en dent de scie de la consommation et de l'épargne dans les pays en développement, à mesure de la croissance de revenu (Malcolm, 1990).

1.3.1.3. Hypothèse du revenu permanent

L'hypothèse de revenu permanent se fonde sur l'idée selon laquelle le revenu courant comporte deux éléments : le revenu permanent et le revenu transitoire. L'idée de base de cette hypothèse est la suivante : les individus qui s'attendent à vivre de longues années, prennent, en matière de consommation, des décisions à longue échéance. Les écarts positifs entre revenu disponible et revenu permanent font progresser l'épargne, alors que les écarts négatifs engendrent une désépargne. Ici, l'épargne joue le rôle d'amortisseur à travers le temps.

Le revenu courant est le revenu total de l'individu composé du revenu permanent et de la richesse financière de l'individu en valeur actualisée. Ou encore, c'est le produit de la richesse, notamment des actifs issus du capital matériel et du capital humain (éducation par exemple) à la disposition du ménage.

Pour Friedman, les individus peuvent prévoir (anticipation relative) avec un degré de certitude raisonnable l'importance de ces flux pendant leur existence et fondent leur consommation sur ce qui est, à leurs yeux, leur revenu normal ou permanent, lequel tend à être stable sur une longue période.

Dans la variante la plus restrictive de l'hypothèse du revenu permanent, la consommation tend à représenter une proportion constante du revenu permanent proche de 100% de celui-ci.

Dans sa version la plus extrême, l'hypothèse du revenu permanent soutient que les individus épargnent 100% de tous les revenus transitoires. Mais les recherches économétriques effectuées depuis les années 1970 ont mis en cause cette hypothèse. Certaines études montrent que la propension à consommer le revenu transitoire est assez élevée surtout dans les pays en développement où le niveau de revenu des agents est faible.

Des versions modifiées de l'hypothèse du revenu permanent se bornent à soutenir que l'épargne tirée du revenu permanent est constante pendant la vie d'un individu, mais peut-être positive et qu'en dépit de la forte propension à épargner le revenu transitoire, celui-ci n'est pas automatiquement épargné dans sa totalité.

1.3.1.4. Hypothèse de la marche au hasard

L'hypothèse de la marche au hasard est l'œuvre de Robert Hall. Selon lui, si l'hypothèse du revenu permanent se vérifie, et si les consommateurs font des anticipations rationnelles, il est impossible de prévoir les variations de la consommation et donc de l'épargne dans le temps. On parle alors de la marche au hasard de la consommation. C'est ce qu'on obtient toujours lorsque l'on associe l'hypothèse de revenu permanent à celle des anticipations rationnelles (Mankiw, G., 2009 :49).

1.3.1.5. Hypothèse du cycle de vie

L'hypothèse du cycle de vie est l'œuvre de Modigliani et Brumberg (1954), testée par Ando et Modigliani (1963). Ces auteurs ont fait remarquer que la consommation et l'épargne varient en fonction des phases de la vie. Cela parce que le profil temporel du revenu individuel varie en fonction des trois âges de la vie que sont : la jeunesse, l'âge adulte ou mûr et l'âge de retraite.

(Nshue, 2007). En admettant que l'homme cherche à lisser sa consommation à travers le temps, Modigliani, Brumberg et Ando font remarquer qu'au niveau du premier âge, l'individu est emprunteur ; au deuxième âge, il devient épargnant et au niveau du troisième âge, il devient désépargnant.

Cette distinction permet d'expliquer le profil de l'épargne dans le temps à l'aide de la richesse des individus, c'est-à-dire en fonction du revenu courant, des revenus futurs anticipés et des actifs qui constituent leur patrimoine.

L'hypothèse du cycle de vie prévoit une épargne faible pour un ménage jeune qui est censé financer sa consommation par l'emprunt, et une épargne positive pour le remboursement de la dette contractée pendant la jeunesse et financer ainsi sa retraite. Les études ont montré qu'en courte période, la théorie du cycle de vie confirme la fonction keynésienne (l'hypothèse du revenu absolu) dans la mesure où la richesse est constante. Mais en longue période, l'épargne dépend non seulement du revenu, mais aussi de la richesse accumulée.

1.3.1.6. Pression de la gratification immédiate

La décision de consommation (épargne) n'est pas le fait d'un homo economicus rationnel, mais d'êtres humains à part entière dont le comportement peut s'avérer loin d'être rationnel. Laibson observe que de nombreux consommateurs jugent qu'ils prennent de mauvaises décisions. Dans un sondage aux États-Unis, 76% des personnes interrogées ont déclaré ne pas épargner en vue de leur retraite. Un autre sondage, portant sur la génération du baby-boom, demandait quelles proportions de leur revenu les gens épargnaient effectivement et quelles proportions ils pensaient devoir épargner. L'épargne s'élevait en moyenne à 11% du revenu (Mankiw, 2009).

L'insuffisance de l'épargne est liée à la pression de la gratification immédiate. Les décisions d'épargner peuvent être incohérentes dans le temps : les décisions peuvent changer au fil du temps, car la pression de la gratification peut amener l'agent économique à modifier sa décision initiale au profit d'une autre.

1.3.1.7. Hypothèse de la théorie de la classe

Cette théorie est l'œuvre de Nicholas Kaldor. Selon sa thèse, les habitudes de consommation (épargne) se distinguent suivant la classe économique. Les travailleurs qui tirent l'essentiel de leurs revenus de leur travail, sont réputés avoir une propension à épargner nettement inférieure à celle des capitalistes, qui reçoivent avant tout des revenus de la propriété (profit, intérêt, rente).

1.3.1.8. Hypothèse de l'épargne préventive ou de précaution

Plusieurs auteurs ont, au courant des années 1990, soulevé l'importance de l'épargne pour les ménages (Fournier et Vaillancourt, 2011). Dans un environnement incertain, les ménages épargnent en vue de se prémunir contre les différentes dépenses imprévues. Ceci est souvent le cas dans les pays en développement caractérisés par la pauvreté, où les populations accordent une priorité à l'épargne pour des raisons notamment de précaution. Ainsi, même avec un faible revenu, les ménages ont souvent l'obligation d'épargner une part substantielle de leur revenu pour se prémunir contre les aléas du futur.

Ainsi, certains ménages font face à des contraintes de liquidités qui limitent leur capacité à emprunter lorsqu'ils en ont besoin. Ainsi, la seule option véritable est de disposer de fonds

nécessaires pour les jours plus difficiles est d'épargner lorsque le moment est favorable. C'est dans ces conditions que les tontines et les gardes fonds prennent de l'ampleur dans ces pays, car ces institutions permettent de collecter l'épargne des populations pauvres.

1.3.2. FACTEURS AFFECTANT L'EPARGNE DES MENAGES

1.3.2.1. Facteurs institutionnels

Il y a des facteurs institutionnels qui ont un impact sur l'épargne des ménages. Il s'agit des facteurs tels que le mécanisme d'épargne institutionnalisée, la fiscalité et la dette publique.

Par mécanisme d'épargne institutionnalisée nous faisons allusion aux pensions offertes par les employeurs. En effet, le régime de pensions publiques a comme conséquence de promouvoir l'épargne par leur existence qui rappelle aux individus la nécessité d'épargner pour financer la retraite.

La fiscalité est un facteur qui décourage l'épargne. Comme le montrent Garnier et Thesmar (2009), la politique d'imposition de l'épargne n'est pas une bonne chose dans la mesure où l'épargne est issue d'un revenu déjà taxé. Taxer l'épargne de nouveau revient à une double taxation, ce qui est contraire aux règles de la comptabilité nationale. En outre les impôts indirects sur les biens et services (TVA par exemple) sont prélevés indirectement par le biais de la consommation et de l'investissement. Ces prélèvements se répercutent sur le prix de détail. Le surcroît du revenu ne confère plus le pouvoir d'achat aux ménages (Najat et alii. , 2008 : 38).

Les dettes contractées par l'État à cause notamment du déficit budgétaire devront en effet être payées par des impôts futurs. C'est le principe de l'équivalence, développé par Ricardo et appuyé par Barro en (1974). L'une des hypothèses qui sous-tendent ce principe est « la rationalité des agents économiques ». Suivant cette hypothèse, les ménages anticipent la baisse future de leur revenu réel et réduisent leur consommation future au profit d'une consommation présente toutes choses restant égales par ailleurs. Cette décision a comme conséquence la réduction du niveau de l'épargne des ménages.

1.3.2.2. Facteurs socioculturels

Dans une étude sur les déterminants de l'épargne des ménages australiens, Harris, Loundes et Webster (2002) ont conclu que la décision d'épargner dépendait de l'état d'esprit du ménage. Ils ont estimé un modèle probant ordonné de la détermination du niveau d'épargne, où les cinq variables dépendantes représentent les cinq possibilités de réponse (s'enfoncer dans la dette, puiser dans ses économies, travailler à joindre les deux bouts du mois, épargner un peu et épargner beaucoup) à la question « laquelle des affirmations suivantes décrit le mieux la situation de votre ménage ? ».

Cherchant à expliquer pourquoi les riches épargnent plus que le suggère la nécessité, Carroll (1998) conclut que la décision d'épargner est cohérente dans un modèle où l'individu perçoit que l'épargne lui fournit un statut social et un pouvoir.

1.3.2.3. Facteur Épargne - mariage

Un autre facteur affectant l'épargne est ce qu'on appelle « épargne-mariage ». Dans un environnement où la dot ne fait qu'augmenter et la plupart des filles estiment que pour l'honorer, le futur époux doit satisfaire à toutes les exigences du moment, notamment la

réception de ses amis et membres de famille. Cette pratique peut, dans une certaine mesure, influencer sur le niveau d'épargne des ménages monoparentaux.

L'éducation financière des ménages a un impact sur le comportement d'épargne des ménages. Les études montrent cependant que c'est plus les instruits qui épargnent pour financer notamment leur lendemain et garantir la sécurité de leurs enfants au cas où ils ne seraient plus en vie (Mansesa, 2007).

2.4. IMPORTANCE DE L'EPARGNE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT ET DURABILITE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

2.4.1. IMPORTANCE DE L'EPARGNE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

D'après Adam Smith, l'accumulation du capital dépend du goût pour l'épargne. L'épargne est considérée aujourd'hui comme le moteur du développement. Que l'on agisse au niveau local, national, global ou international, l'épargne reste la clé du financement du développement (Fernand V, 1994).

L'épargne rend possible l'investissement, et l'investissement permet la production. Cette production crée des revenus. Si les revenus sont bien utilisés, il en résulte une amélioration du bien-être, un développement économique.

L'épargne bien investie crée un processus de renforcement du capital et de reproductibilité de l'épargne, donc un effet « boule de neige » qui entraîne le développement.

1.4.2. DURABILITE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'épargne est présentée comme un bon indicateur du développement durable dans la mesure où elle mesure l'investissement net dans l'ensemble (physique, humain et naturel) de la base productive d'un pays. Ce dernier permet la production, celle-ci à son tour crée des revenus. Le revenu est le principal déterminant de la consommation, ce qui soutient que l'épargne explique substantiellement la croissance économique (Hamilton et Clemens, 1999). Une épargne nulle à toutes dates indique que l'utilité reste constante le long du sentier de croissance. C'est la règle d'Hartwick.

Les générations futures bénéficieront des avancées du progrès technique et de l'accumulation du capital. L'épuisement des ressources naturelles joue en défaveur des générations futures. Mais celle-ci pourra être compensée par l'accumulation du capital. Une valeur élevée de ce paramètre montre que le sentier optimal pourra être caractérisé par une croissance de l'utilité au cours du temps. Une valeur nulle représente un même niveau d'utilité entre les générations présentes et futures.

1.5. FORMATION DE L'EPARGNE INTERIEURE

Deux théories sont souvent utilisées pour expliquer l'épargne au niveau national, à savoir : la théorie néoclassique et la théorie keynésienne.

Différences de conception entre les néoclassiques et les keynésiens en rapport avec la consommation

Pour les néoclassiques	Pour les keynésiens
$Y = C+S$	$Y = C+S$
$C = Y-S$	$S = Y-C$
La consommation est un résidu	L'épargne est un résidu

Commentaires :

- a. Pour les économistes néoclassiques, le niveau d'épargne est déterminé par le taux d'intérêt. En effet, dans le cadre de cette théorie, l'agent économique cherche à maximiser son utilité et fait un arbitrage entre consommation et épargne en considérant le taux d'intérêt d'où l'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt. Ainsi, lorsque le taux d'intérêt est élevé, l'agent économique est incité à épargner puisqu'épargner lui permet d'acquérir plus de revenus dans le futur. A l'inverse, lorsque le taux d'intérêt est faible, l'agent économique a tendance à ne pas épargner, car l'épargne ne lui rapportera que peu de revenus dans le futur.

Cette conclusion trouve sa logique dans l'argument avancé par les classiques selon lequel « l'épargne ne se fait pas à partir du revenu salarial ». Pour les néoclassiques ce ne sont pas de salariés qui épargnent, mais plutôt les riches qui sont les capitalistes.

- b. L'approche keynésienne du comportement de l'épargne est toute autre. Ici, c'est la consommation qui précède l'épargne, le niveau de l'épargne n'est pas déterminé par le taux d'intérêt mais par le niveau de revenu de l'agent économique. Celui-ci, consomme d'abord et affecte le reste de son revenu à l'épargne. Donc, l'épargne a un caractère résiduel en ce sens que ce sont les besoins de consommation qui sont déterminés en premier lieu, et le reste est affecté suivant différentes modalités à l'épargne. Il est même possible que l'épargne soit négative c'est-à-dire qu'un agent économique consomme momentanément plus que son revenu, il dépense alors un revenu épargné auparavant. De cette façon, Keynes aboutit à la conclusion selon laquelle l'épargne et la consommation sont fonction du revenu et le taux d'intérêt permet uniquement la répartition entre l'épargne placée et l'épargne thésaurisée. « $S=Y-C$ ».

1.5.3. FORMATION DE L'EPARGNE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Au regard de ces deux principales théories qui précèdent, la formation de l'épargne dans les pays en développement se fonde plus sur la théorie de l'épargne de précaution. Les pays en développement étant caractérisés par la pauvreté et la vulnérabilité de leurs populations, ces derniers accordent une priorité à l'épargne notamment pour des raisons de précaution. Face à une telle situation, deux actions s'offrent aux ménages que sont :

- Une action ex-ante : la diversification de son portefeuille (la prévision) ;
- Une action ex-post : mécanismes d'atténuation (recours à l'assurance informelle c'est-à-dire amis et familles ; assurance formelle si possible et enfin épargner en période de gloire et désépargner ou emprunter lorsque le revenu devient faible).

VII. PRESENTATION DES DONNEES

a) L'échantillonnage

Nous avons fait recours à l'échantillonnage aléatoire simple afin de tirer des conclusions concernant certaines caractéristiques d'une population à partir des informations contenues dans un échantillon. Pour ce faire, nous avons recensé une population de 1093 enseignants mécanisés dans 124 écoles primaires et secondaires du ressort de SECOPE antenne de KPANDROMA dont nous avons prélevé 12 écoles soit au moins 10% où nous avons ciblé aléatoirement 50 enseignants mécanisés dans l'intervalle de 4 à 5 enseignants par école.

A cet échantillon nous avons administré au départ 50 questionnaires, mais avec un taux de déperdition de 5 questionnaires que nous étions obligé de récupérer avec l'ajout de 5 autres questionnaires afin d'accomplir l'effectif défini. Nous avons pour cette fin ciblé les enseignants mariés, célibataires et les fiancés. Ci-dessous la présentation des données récoltées :

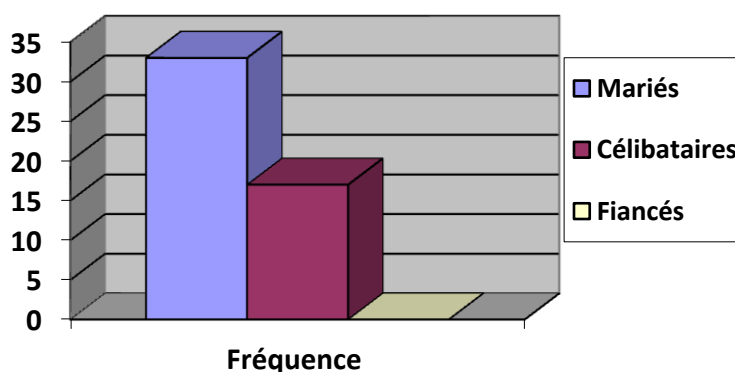
Tableau N° 1 : Tableau de présentation des données

N°	CATEGORIE DES ENSEIGNANTS	FREQUENCE	POURCENTAGE
01	Mariés	33	66
02	Célibataires	17	34
03	Fiancés	0	0
Σ		50	100

Source : par nous-mêmes à partir de dépouillement des questionnaires

Commentaire : Ce tableau révèle que sur 50 enseignants prélevés comme l'échantillon de notre investigation, il y a eu 33 soit 66 % des mariés et 17 ou 34% des célibataires mais aucun fiancé n'a été signalé dans le groupe. Donc, en majorité les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne KPANDROMA sont constitués des mariés.

GRAPHIQUE N° 1 : Catégorisation des données et leurs fréquences



VIII. ANALYSE ET TRAITEMENT DES DONNEES

1. Politique d'affectation des salaires

TABLEAU N° 2 : Affectation des Revenu

N°	AFFECTATION DES REVENUS	FREQUENCE	POURCENTAGE
01	Consommation	41/50	82
02	Scolarisation des	38/50	76
03	enfants	28/50	56
04	Santé	16/50	32
05	Agriculture et élevage	12/50	24
06	Divers petits projets	11/50	22
07	Assistance sociale	8/50	16
08	Habillement	7/50	14
09	Transfert aux parents	4/50	8
10	Location	2/50	4
11	Transports	4/50	8
12	Divers et Loisirs Imprévus	17/50	34

Commentaire :

À l'issu de la lecture de ce tableau, il s'observe qu'effectivement la majeure partie des salaires des plusieurs enseignants est affectée à la consommation aux ménages et la moindre proportion à l'assistance sociale, habillement, transfert aux parents, le loyer, le transport et aux divers et loisirs.

2. Politique de placement et mode d'épargne des salaires

Tableau n° 3. : Mode d'épargne et de placement de salaire

N°	MODE D'ÉPARGNE	NOMBRE	POURCENTAGE
01	Ristourne	21	42,8
02	Thésaurisation	19	38,7
03	Mutuelle de solidarité « AVEC »	3	6,1
04	Monnaie Electronique « M-PESA »	2	4,0
05	Coopérative d'octroi de crédit « CEMADEF »	4	8,1
Σ		49	99,7

Commentaires :

Faute de la présence des agences bancaires dans la région, les enseignants préfèrent conserver une partie de leurs salaires en 42,8% dans l'opération de ristourne, 38,7% en constituent carrément une monnaie oisive ou stérile et 6,1% préfère les mutuelles de solidarité, 4% les gardent en monnaie électronique puis 8,1% préfère quand même la coopérative d'épargne et de crédit nouvellement implantée dans la région.

Globalement une bonne partie des salaires est épargnée dans une institution informelle telle que la pratique de la tontine communément appelé ristourne, la thésaurisation et caisse d'épargne mutualiste et garde de monnaie sous forme électronique, qui ne profite à rien pour le

développement économique, puisque ne revient plus dans le circuit économique, sauf un petit groupe conserve leurs épargnes dans une institution semi-formelle, soit Coopérative d'épargne et de crédit du nom de CEMADEF.

3. LES DIFFICULTES RENCONTREES AVEC LA PRATIQUE D'EPARGNE

TABLEAU N° 4 : LES DIFFICULTES EPROUVEES A LA SUITE DE LA PRATIQUE DE L'EPARGNE.

Le tableau ci-dessous présente quelques difficultés rencontrées par les enseignants à la suite de la pratique du système d'épargne :

N°	DIFFICULTES	FREQUENCE	POURCENTAGE
01	Insuffisance du revenu	21	42
02	Retard de paie	2	4
03	Circonstance de deuil, mariage, fêtes,	1	2
04	Moyen de déplacement	7	14
05	Difficulté de se vêtir et de vêtir toute la	1	2
06	famille	9	18
07	Déséquilibre alimentaire	1	2
08	Paie en mauvaise monnaie	4	8
09	Difficulté de paiement de frais scolaire en	1	2
10	temps	2	4
11	Difficulté de payer le loyer en temps	1	2
	Irresponsabilité		
	Difficulté de doter		
Σ		50	100

Commentaire : on peut tout de suite lire ici que, les défis majeurs des enseignants du SECOPE Antenne de Kpandroma c'est l'insuffisance de salaire qui entraîne les difficultés corollaires résumées comme suit :

- Difficultés de participer convenablement aux circonstances sociales de détresse et d'allégresse (deuil, mariage, fêtes,),
- Difficultés de se vêtir décentement et de vêtir tous les membres de la famille,
- Déséquilibre alimentaire,
- Beaucoup de billets lacérés impropres à la consommation,
- Difficultés de payer les frais scolaires en prévision de l'avenir,
- Difficultés de payer les loyers,
- Pré consommation de salaire par l'endettement dû au retard ou à l'irrégularité de paiement,
- Difficulté de doter, or c'est un acte exigé dans certaines écoles conventionnées pour les célibataires,
- Etc

Ce phénomène nous pousse à croire qu'effectivement ce salaire modique n'assure guère la satisfaction de la majeure partie des besoins matériels et physiques des salariés, mais les expose à des perpétuelles difficultés.

4. Autres activités des enseignants mécanisés pour suppléer à la modicité de revenu.

Nous voulons ici connaître, si les enseignants mécanisés du SECOPE Antenne KPANDROMA entreprennent aussi d'autres activités à côté de leurs services de l'enseignement. Dans le tableau ci-dessous, nous avons regroupé certaines activités et leurs fréquences.

Tableau N° 6. : D'autres activités Génératrices des recettes des enseignants mécanisés

N°	AUTRES ACTIVITES DES ENSEIGNANTS MECANISES	FREQUENCE	POURCENTAGE
01	Agriculture et élevage	41/43	95,3 %
02	Petit commerce	9/43	20,9 %
03	Moulin	1/43	2,3 %
04	Coupe couture	3/43	6,9 %
05	Exploitation forestière	1/43	2,3 %

Commentaires :

À la lecture ce Tableau, il ressort que sur 50 enquêtés, 43 enseignants mécanisés soit 86% au moins ont d'autres occupations, outre leurs enseignements dont 95,3% soit 41/43 sont dans l'agriculture et élevage, 20,9% soit 9/43 s'occupent des petits commerces ; 6,9% soit 3/43 ont comme métier, la coupe couture alors que 1/43 soit 2,3% s'occupent d'investissement productif (moulin) et exploitation forestière.

Les 7 autres enseignants sans occupation pensent qu'ils n'ont pas assez des temps pour d'autres activités, soit parce qu'ils manquent des capitaux nécessaires pour démarrer ces activités ou pour certains, ils n'ont pas encore planifié de telles activités et les restes sont des enseignants nouveaux dans la contrée et fréquentent l'école de fois à une longue distance.

5. LES SOUHAITS DES ENQUETES

Les souhaits des enquêtés sont transformés en des suggestions dans le tableau ci-dessous de la manière suivante :

TABLEAU N° 6 : SUGGESTIONS DES ENSEIGNANTS DU SECOPE ANTENNE KPANDROMA

N°	SUGGESTIONS	FREQUENCE	POURCENTAGE
01	Égaliser le salaire au taux du jour	15/50	30
02	Respect du Calendrier de paie	5/50	10
03	Majoration du salaire	35/50	70
04	Révision de budget de	1/50	2
05	l'éducation	1/50	2
06	Conscience politique L'institution bancaire	2/50	4

Commentaire : 70% d'opinion soit 35/50 enquêtés réclament la majoration de salaire des enseignants alors que 30% ou 15/50 proposent que le salaire soit égalisé au taux du jour.

IX. DISCUSSION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

En principe, de l'année 1975 à 1989 ; période des tentatives de stabilisation où tout personnel gagnait le salaire appelé "rappel", et un enseignant était appelé moniteur ou monitrice. Ces enseignants de grand échelon (anciens) et les nouveaux gagnaient comme suit :

➤ **EN PERIODE DE ZAIRE MONNAIE**

- ❖ **Ancien enseignant** : un net à payer de 5Z (zaïres). Or, 1Z = 1000FB (Franc Belge) donc, un ancien enseignant gagnait 5000 FB. Pourtant en valeur réelle, 1Z selon le budget de l'État valait une vache. Soit 5Z équivalaient à 5 vaches par mois. Ce qui peut être comparé à environ 500.000FC avec le Budget actuel de l'État par exemple des ETD où une vache vaut 100.000FC.
- ❖ **Nouvel enseignant** : un net à payer de 3,7 Zaires likuta (zl), soit 3.700 FB soit environ 3 vaches et demie. Aujourd'hui comparable à environ 370.000FC.

➤ **EN PERIODE DE NOUVEAU ZAIRE**

- Chef de direction(Gestionnaire) gagnait 340 NZ
- Enseignant (Exécutant) gagnait 120 NZ
- Huissier percevait 34 NZ
- Agent auxiliaire bénéficié de 32 NZ
- D6 obtenait 31 NZ

Pourtant à cette époque, 1 NZ équivalait à 2 dollars américains, ce qu'un chef de Direction (gestionnaire) gagnait 680\$, un enseignant exécutant gagnait 220\$, un huissier avait 68\$, un agent auxiliaire 64\$ et un D6 gagnait 62\$.

En valeur réelle, une vache valait 20 NZ soit 40\$. Ainsi les salaires pouvaient être convertis respectivement ; pour le chef de Direction à 17 vaches par mois, pour les enseignants exécutants à 5,5 vaches, pour les huissiers à 1,7 vaches, pour les agents auxiliaires à 1,6 vaches et pour les D6 à 1,55 vaches par mois.

Selon le Budget de l'État actuel comme dans les ETD, on parlerait de 1.700.000FC pour les Chefs des Directions, 550.000FC pour les enseignants exécutants, 170.000FC pour les huissiers, 160.000FC pour les agents auxiliaires et 155.000FC pour les D6 par mois.

➤ **EN PERIODE DE FRANC CONGOLAIS**

Or à ces jours avec le Franc Congolais, ancien comme nouvel enseignant est payé selon le même barème salarial de salaire de base, soit 195.000FC équivalant à 95.5\$ selon le taux illusoire de 2000 FC ou 95.1\$ suivant le taux de 2050FC, alors que le budget de l'État aussi prévoio 100.000FC pour une vache, le cas du budget du secteur des Walendu Pitsi qui est notre champ d'investigation. Ce qui signifie autrement que, l'enseignant congolais actuel est payé selon le salaire presque d'un huissier de l'époque de Nouveau Zaire selon qu'il s'agit d'un ancien ou un nouvel enseignant, ce qui n'est rien d'autre chose qu'un manque de la considération aux acteurs des craies blanches dont les conséquences sont directes sur la qualité de l'enseignement.

S'agissant de délai de paiement, à l'époque la distribution était faite partout à travers le pays à bord des avions (petit porteur et d'autres) et cela le même jour ; la période de la paie de salaire était constante et stable ; c'est-à-dire sans épuiser complètement les 30 au 31^e jour du mois ; le langage utilisé n'était pas de toucher seulement le salaire mais plutôt de gagner le salaire. Pourtant aujourd'hui, le délai de paiement est très irrégulier et que le montant payé comme salaire est inclus des billets déchirés impropres à la consommation peut être en signe soit de saboter ou mépriser les acteurs éducatifs qui évoluent dans ce secteur surtout dans l'arrière-pays.

Bref, la situation conjoncturelle et l'inflation criante face à laquelle la monnaie congolaise se déprécie aujourd'hui alors que faisant l'objet de la monnaie pour la paie des enseignants

congolais, force est de constater que ces derniers sont promptement et assurément accompagné vers un régime de non épargne et de non investissement, et nullement leur condition de vie ne peut être améliorée moins encore ils ne peuvent contribuer à l'économie locale si rien n'est fait aussitôt pour leurs causes.

X. CONCLUSION

Économiquement, chaque pays doit encourager l'épargne volontaire voir même forcée qui doit être investie en vue d'accroître la production, le moteur de développement d'un pays et une politique pour créer un capital interne solide. L'éducation y contribue par biais de changement de mentalité.

Alors que sans changement de structure mentale à travers l'éducation (l'enseignement) tout semble noir. Ce que, si le gouvernement ne peut alimenter l'éducation pour changer radicalement la mentalité de sa population et là, le pays pourra continuer à tourner en cercle vicieux sur tous les plans, tous les restes des structures pourront souffrir dans un pays comme la RDC, un pays en développement.

Sinon, l'intégration du secteur formel par la création des agences Bancaires dans la région permettra de canaliser l'épargne informelle vers des investissements productifs et, donc, de favoriser le développement de l'économie locale.

XI. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

❖ LES OUVRAGES

- 1) Keynes, J.M., *La théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt*, traduit de l'anglais par Largentaye, 1942,
- 2) CAPUL, Y., et ALI, Dictionnaire de l'économie et des sciences sociales, éd. Paris, 2012
- 3) Bourguignon, F., Age, revenu et comportements d'épargne des ménages, Paris, 2009, 106.
- 4) James-Clerk, Caisse d'épargne de Midi-Pyrénées, panorama économique, groupe BPCE, 2011,
- 5) Capul, Y. et Garnier, O *Dictionnaire de l'économie et des sciences sociales*, éd. Aurellie Desjollat, Italie,2007,
- 6) Mankiw, G. *Macroéconomie*, éd De Boeck, Bruxelles, 2009.
- 7) SMART, l'éducation financière au Luxembourg, épargne et investir, Luxembourg community, 2017.

❖ LES ARTICLES

- 1) HAGENA KAKUMBA, J., "Contribution à l'élimination des violences sexuelles faites aux femmes commerçantes des produits agricoles et amélioration des conditions économiques de leurs familles » in Communauté Millennia2015RDC-Grands Lacs.
- 2) Arrondel, L., Masson, A., et Verger, D., « *le patrimoine en France : Etat des lieux, historique et perspectives* » *Economie et statistique*, n°417-418.
- 3) Deaton, A *Saving in developing countries: Theory and Review*. Actes de la conférence annuelle de la Banque Mondiale sur l'économie du développement 1989, Washington, Banque mondiale,1990.
- 4) CNUCED *Retrouver une marge d'action : la mobilisation des ressources intérieures et l'Etat développementiste*, New York et Genève,2007.
- 5) Lelart M. « la micro finance : situation et enjeux », in revue congolaise de gestion, n°11-12, Congo Brazzaville, janvier-décembre 2006.
- 6) Najat, EL. et alii. « L'épargne des ménages au Maroc : une analyse macroéconomique et microéconomique » in Cahiers de recherche Eurisco, 2008.

❖ LES TFC ET MEMOIRES

- 1) MUZUNGU, La Mobilisation de l'épargne et la gestion des crédits à la CADECO/Bunia, TFE, inédit, FSEG, UNIBU, 2014.
- 2) UCANDA, la Problématique d'épargne dans les institutions financières de l'Ituri le cas de la CADECO/Bunia, TFC, inédit, FSEG, UNIBU, 2009.
- 3) DAZANA, Le fonctionnement de l'épargne dans un environnement de crise " cas de la CADEZA, TFC inédit, FSEG, CUEB, 2006.
- 4) Kibalonza, B., Le secteur informel et le relâchement de la contrainte budgétaire des ménages des fonctionnaires de l'Etat à Goma : cas du quartier Katindo de 2005-2006, *mémoire inédit*, FASEG, Université de Goma, 2006.

❖ COURS

- LODZA KPAGOMA P., Méthodologie de recherche en science social, cours inédit, UMB, G2, 2012-2013.

A. WEBOGRAPHIE

- 1) www.leconomiepolitique.fr , consulté le 27/08/2018 à 19h38'
- 2) [Https://www.ta-holding.com](https://www.ta-holding.com) consulté le 27/03/2017 à 10h25'
- 3) [http/www. Économique s/fr/bloq. Économie financière](http://www.Économique.s/fr/bloq.Économie%20financi%C3%A8re) consulté le 18/04/2017
- 4) [http/www.m.huffingtonpost.fr](http://www.m.huffingtonpost.fr)